

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

Une conjoncture volatile dans un climat de résilience des entreprises

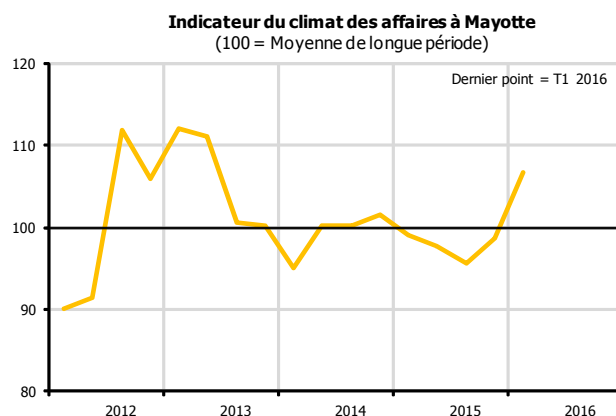
Au premier trimestre 2016, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente de 8,0 points pour s'établir à 106,7 points. Il repasse ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis quatre trimestres.

Au vu de la conjoncture en 2015 et du contexte social agité au premier trimestre, cette progression sensible de l'ICA est surprenante et inattendue. Elle tient principalement à l'appréciation plus favorable portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé (+4,4 points) et à leurs anticipations positives sur le trimestre à venir (+3,6 points).

Toutefois, plusieurs raisons incitent à considérer ce rebond avec prudence. Tout d'abord, cette hausse de l'ICA repose essentiellement sur des indicateurs traditionnellement volatils tels que les délais de paiement, la trésorerie, les effectifs et les prix. Ensuite, elle intervient alors que les chefs d'entreprise font part d'une activité stabilisée au premier trimestre. Dans un contexte socio-économique troublé depuis le début de l'année, les entreprises semblent faire ainsi preuve de résilience et essayent de rester confiantes dans l'évolution de l'économie.

Les principaux indicateurs macro-économiques connaissent pour leur part une évolution contrastée. Si la consommation des ménages reste soutenue, elle enregistre toutefois un léger ralentissement, alors que les prix repartent à la hausse. Les entreprises maintiennent des prévisions d'investissement favorables, bien que les réalisations tardent à se concrétiser. La demande d'emploi augmente tandis que les importations enregistrent une inflexion.

L'activité se dégrade dans la plupart des secteurs. Une amélioration est toutefois espérée au deuxième trimestre.



DES ÉCONOMIES RÉGIONALES SOUS TENSION

En **Afrique du Sud**, les tensions inflationnistes perdurent (+6,3 % à fin mars sur un an) poussant la Banque centrale à relever son taux directeur de 75 points de base (pdb) au cours du 1^{er} trimestre 2016 (+25 pdb en mars après +50 pdb en janvier et +100 pdb au cours de 2015). Il s'établit à 7,0 %. L'économie sud-africaine est toujours sous pression, comme en témoigne l'abaissement de la note du pays par Moody's de BAA2 à BAA1. La Banque centrale indique qu'un point bas a été atteint, mais que la reprise serait lente à se dessiner. Elle prévoit une croissance de +0,8 % pour 2016 (+1,5 % en 2015).

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique reste bien orientée au premier trimestre 2016, avec une augmentation du nombre de touristes de 11,1 % sur un an. Par ailleurs, l'encours des crédits octroyés au secteur privé progresse de 1,8 % entre décembre 2015 et mars 2016. À l'inverse, les importations de biens d'équipement baissent fortement sur un an. Ce recul est lié à des arrivées de nouveaux avions d'Air Seychelles en 2015. Enfin, la dégradation des exportations de produits des industries agroalimentaires se poursuit (-12,8 %).

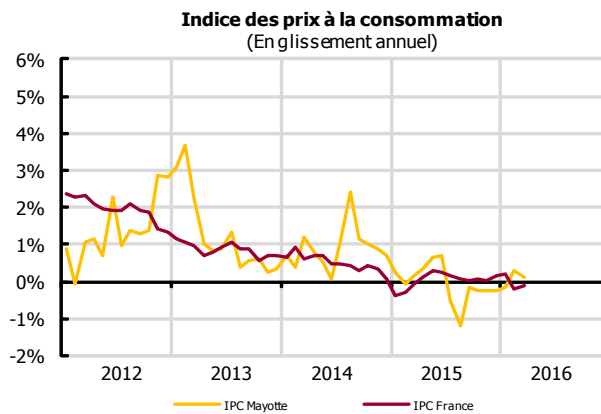
Une nouvelle crise politique secoue **Madagascar**, avec la démission du Premier ministre en avril 2016. La croissance économique est estimée à 3,4 % selon les estimations de la Direction générale du budget, en deçà des prévisions précédentes (notamment celle réalisée par le FMI à 5,0 %). La dépréciation de l'Ariary a engendré une inflation élevée, qui perdure en 2016 (+6,0 % à fin mars en glissement annuel).

L'activité économique de **l'Île Maurice** tourne au ralenti avec une croissance nulle au quatrième trimestre 2015 (CVS). Le rythme de progression de la consommation décélère (+2,2 % sur un an contre +3,0 % au troisième trimestre) et l'investissement plonge de nouveau (-13,8 % sur un an). Les investissements en produits manufacturés chutent en raison d'achats de nouveaux appareils par Air Mauritius en 2014. Le Bureau mauricien des statistiques estime la croissance à 3,1 % en 2015. Parallèlement, la Banque centrale mauricienne maintient son taux directeur à 4,4 %, après l'avoir abaissé de 25 points de base en novembre 2015.

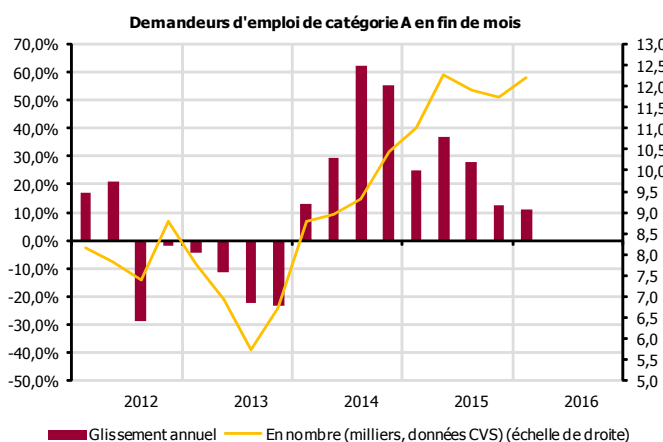
Augmentation des prix à la consommation

Après deux trimestres de diminution, l'Indice des prix à la consommation (IPC) repart à la hausse au premier trimestre 2016 (+0,3 %). Cette progression est portée par l'augmentation des prix de l'alimentation (+1,3 %), des produits manufacturés (+0,5 %) et des services (+0,4 %). En revanche, les prix de l'énergie diminuent sensiblement (-4,5 %).

Les prix à la consommation restent quasiment stables en glissement annuel (+0,1 %). Les prix des services (+2,3 %) et de l'alimentation (+1,5 %) soutiennent cette légère progression tandis que ceux de l'énergie (-5,8 %) et des produits manufacturés (-2,5 %) la limitent.



La demande d'emploi repart à la hausse



Après la diminution observée au dernier trimestre 2015, la demande d'emploi repart à la hausse au premier trimestre 2016 (+3,9 % en variation trimestrielle). Au 31 mars 2016, Pôle emploi dénombre ainsi 12 213 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) (données CVS). Cette augmentation concerne toutes les catégories d'âge hormis celle des plus de 50 ans (-0,7 %). Toutefois, l'ampleur de cette hausse est plus importante pour les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans (+3,3 %). Elle touche également un peu plus les hommes à la recherche d'un emploi (+2,7 %) que les femmes (+0,4 %).

En glissement annuel, la demande d'emploi continue de s'accroître fortement. Ainsi, de mars 2015 à mars 2016, le nombre de DEFM A croît-il de 11,0 %. Cette croissance sur un an affecte autant les hommes (+18,7 %) que les femmes (+6,7 %) ainsi que toutes les catégories d'âge. Le nombre de DEFM A progresse de ce fait de 12,4 % pour les moins de 25 ans, de 1,1 % pour les 25-49 ans et de 7,6 % pour les plus de 50 ans.

La consommation des ménages ralentit mais demeure soutenue

Malgré quelques signes de ralentissement, la consommation des ménages reste soutenue en début d'année 2016.

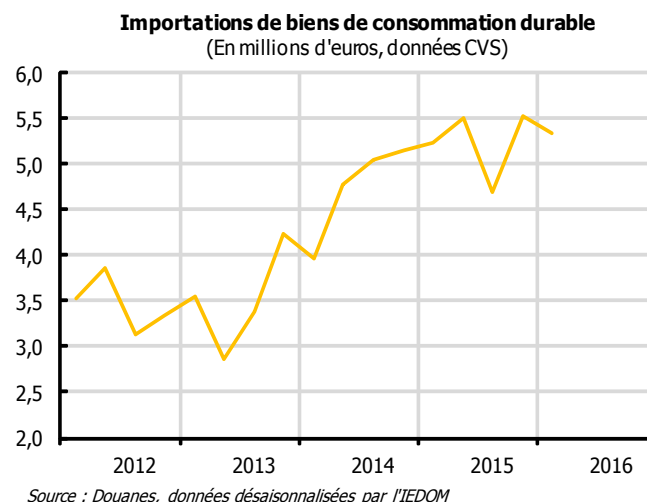
En effet, la majorité des indicateurs suivis demeurent positionnés à un niveau élevé, malgré une légère contraction sur le trimestre. En glissement annuel, les importations de produits courants et celles de biens d'équipement du foyer augmentent de, respectivement, 8,4 % et 1,7 % (données CVS).

L'activité des commerçants, jugée en diminution par rapport au trimestre précédent par les professionnels du secteur, reste tout de même favorablement orientée, avec une amélioration attendue pour le deuxième trimestre.

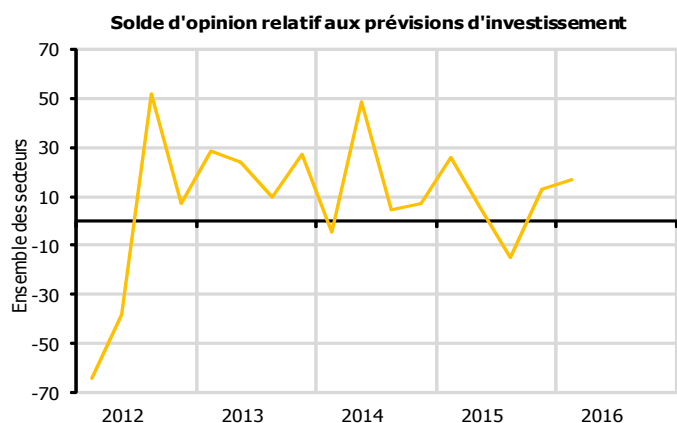
Les immatriculations de véhicules neufs se replient (-3,7 %, CVS) mais croissent de 9,9 % sur un an.

L'encours des crédits à la consommation progresse une nouvelle fois. Il augmente de 3,6 % sur le trimestre et de 14,6 % sur un an.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent sur le trimestre. Le nombre de personnes physiques interdites bancaires diminue de 4,4 % (-84 personnes) et le nombre de retraits de cartes bancaires s'inscrit également en baisse : -4,2 % (-26 personnes).



Les entreprises diffèrent-elles leurs investissements ?



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Les intentions d'investir des entreprises se maintiennent en zone favorable, après la forte augmentation déjà enregistrée en fin d'année 2015. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement s'accroît de 3,8 points. La bonne tenue des prévisions d'investissement est portée en grande partie par le commerce, dont le solde est largement positif et continue d'augmenter (+11,6 points), tandis que celui des services, déjà négatif, diminue encore de 23,2 points.

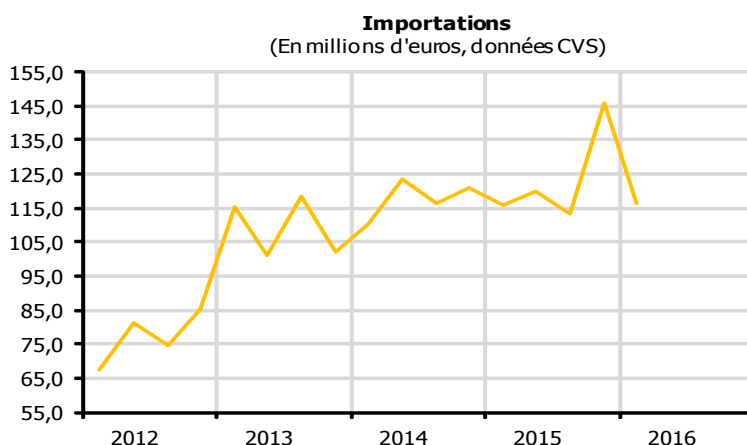
Toutefois, les investissements tardent à se concrétiser. Il est permis de se demander si les entreprises ne les diffèrent pas en attendant de retrouver des certitudes sur l'évolution de la conjoncture. Les indicateurs macroéconomiques relatifs à l'investissement chutent sensiblement. Les importations de biens d'équipement professionnel tout comme celles de biens intermédiaires reculent respectivement de -21,4 % et -13,8 % en glissement trimestriel (donnée CVS).

De même, l'encours bancaire de crédits à l'investissement se contracte pour le troisième trimestre consécutif (-1,6 %, -4,2 % sur un an).

Forte diminution des importations

Les importations diminuent fortement au premier trimestre (-20,2 % en variation trimestrielle, CVS). Cette chute fait suite à une augmentation exceptionnelle en fin d'année 2015. Elles retombent ainsi quasiment au niveau du premier trimestre 2015.

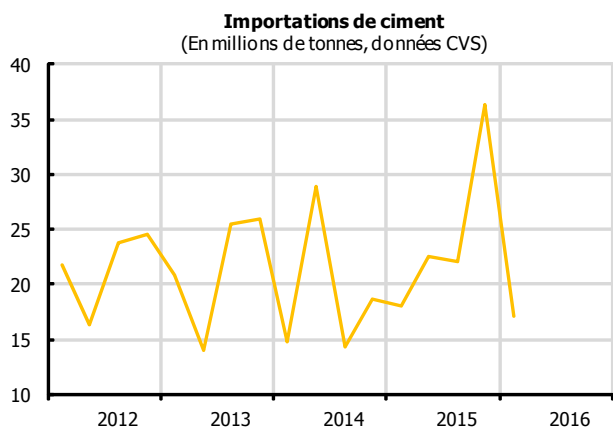
Les principales catégories de produits sont affectées par cette baisse, aussi bien celles destinées aux ménages que celles spécifiques à l'activité des entreprises. Les importations de produits courants et de biens d'équipement du foyer reculent ainsi, respectivement, de 7,6 % et 3,4 % (variation trimestrielle, CVS). Celles de biens d'équipement professionnel et de biens intermédiaires se replient, respectivement, de 21,4 % et 13,8 % (variation trimestrielle, CVS).



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

LA LÉGÈRE REPRISE DE L'ACTIVITÉ AU TRIMESTRE PRÉCÉDENT NE SE CONFIRME PAS

Alors qu'une amélioration était attendue en début d'année 2016, les réalisations ne sont pas conformes aux prévisions. En effet, si l'activité était en progrès en fin d'année, il recule légèrement au premier trimestre. Il se dégrade et reste fragile dans la majorité des secteurs. Toutefois, les chefs d'entreprise espèrent toujours une relance et formulent des prévisions optimistes pour le deuxième trimestre.



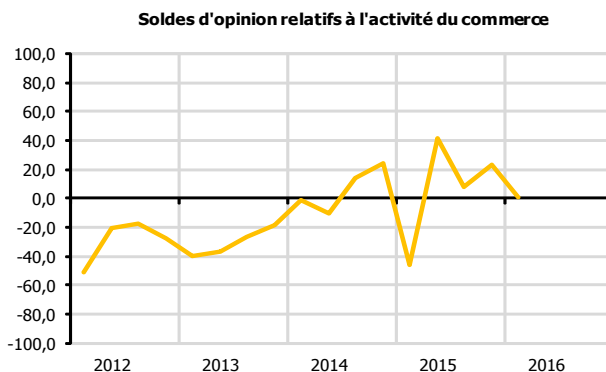
Source : Douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Dans le secteur primaire, l'activité d'exportation se redresse dans la **filière aquacole**, après une forte dégradation au trimestre précédent. Les exportations de poissons d'élevage s'accroissent de 46,7 %. Au premier trimestre, 2,8 tonnes de poissons d'élevage ont été exportées. Ces quantités demeurent toutefois faibles et sont le signe d'une activité en repli. Sur un an, cela correspond à une chute de 23,9 %. Le secteur aquacole continue donc de souffrir de plusieurs difficultés liées à la structuration de la filière sur le territoire. La **filière de l'élevage** connaît une évolution inverse, avec 0,9 tonne d'espèces avicoles importée contre 1,3 tonne lors du dernier trimestre (-31,8 %).

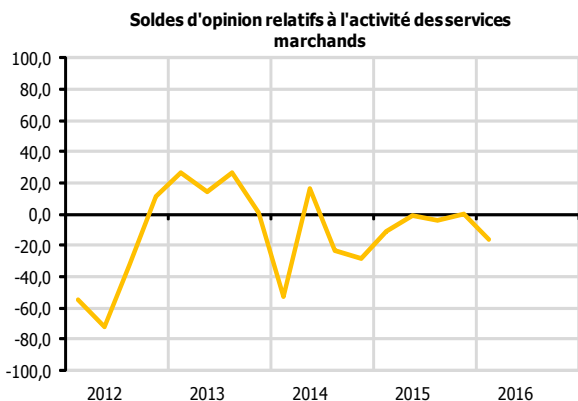
À l'instar de l'activité globale, les réalisations dans le secteur du **BTP** ne sont pas conformes aux anticipations des chefs d'entreprise. Arrivée à un point très bas en milieu d'année 2015, l'activité du secteur s'est ensuite stabilisée pour enregistrer une détérioration moindre en fin d'année. Le début de l'année 2016 semble marquer une rupture avec cette tendance puisqu'on observe une nouvelle dégradation de l'activité

du secteur. Outre l'opinion défavorable des chefs d'entreprise sur leur niveau d'activité, il est également à noter une chute sensible des importations de ciment (-52,9 %, CVS), même si la baisse est moins marquée en glissement annuel (-4,5 %).

L'activité du secteur du **commerce** observe un ralentissement au premier trimestre mais reste tout de même légèrement bien orientée. Les commerçants estiment leurs effectifs en hausse sur le trimestre et maintiennent des prévisions d'investissement largement positives et en progression. Pour le deuxième trimestre, ils tablent sur une activité en progrès.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité se dégrade à nouveau après un niveau stable en fin d'année 2015. Les intentions d'investir dans le secteur reculent une nouvelle fois. Peu de chefs d'entreprise des services marchands prévoient d'investir dans l'année qui suit, et l'indicateur se dégrade à nouveau au regard des résultats du premier trimestre. Les professionnels du secteur estiment toutefois pouvoir bénéficier d'une activité plus favorable au deuxième trimestre.

Le trafic aérien poursuit sa progression, ce qui devrait bénéficier à l'**activité touristique**. En effet, le nombre de vols à l'arrivée ou au départ de l'aéroport de Dzaoudzi augmente de 8,2 % (CVS) et le nombre de passagers croît de 2,1 % (CVS).

ÉCONOMIE MONDIALE : DES SIGNES DE STABILISATION

Selon la Banque centrale européenne (BCE), les récents indicateurs tirés d'enquêtes font état d'une stabilisation de l'activité économique mondiale au premier trimestre 2016. Les tensions observées en début d'année semblent s'estomper en raison d'un recul de la volatilité sur les marchés financiers et d'un redressement du prix des matières premières.

Aux États-Unis, la phase de morosité qui caractérise l'activité s'est poursuivie au premier trimestre 2016, bien que les fondamentaux restent sains, notamment sur le marché du travail. La croissance devrait rester modérée en 2016 (+2,4 %), en raison du renforcement des bilans, du retrait du frein budgétaire et d'une amélioration du marché immobilier, facteurs qui viennent balancer le fléchissement des exportations nettes dû à l'affermissement du dollar et au ralentissement de la croissance dans les pays partenaires, la nouvelle baisse de l'investissement du secteur manufacturier et le durcissement des conditions financières pour certains secteurs de l'économie.

Dans la zone euro, la reprise économique se poursuit, toujours modestement. Selon les données Eurostat, le PIB a augmenté de 0,5 % au cours du premier trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent et de 1,5 % en glissement annuel. Pour le FMI, les effets favorables du faible prix de l'énergie, une expansion budgétaire modeste et des conditions financières favorables devraient plus que compenser l'affaiblissement de la demande extérieure.

Selon les premières estimations publiées par l'INSEE le 29 avril 2016, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,5 % au premier trimestre 2016 (après +0,3 % au trimestre précédent). Le rebond de la consommation des ménages (+1,2 % après -0,1 %) et l'investissement dynamique contribuent positivement à l'évolution du PIB.

Au Japon, les indicateurs économiques de début 2016 font état d'une stagnation de l'activité économique, après une baisse trimestrielle de 0,3 % du PIB en volume au dernier trimestre 2015. La dépréciation récente du yen et l'affaiblissement de la demande des pays émergents devraient freiner l'activité au premier semestre 2016, mais la baisse des prix de l'énergie et les mesures budgétaires devraient stimuler la croissance.

D'après les projections du FMI d'avril 2016, la croissance de l'économie mondiale devrait demeurer modeste en 2016 (+3,2 % après +3,1 % en 2015). Les pays émergents sont encore les principaux contributeurs à la croissance mondiale prévue pour 2016 (+4,1 %), même si les perspectives restent inégales d'un pays à l'autre et généralement moins bonnes qu'au cours des vingt dernières années. Dans les pays avancés, la croissance devrait atteindre un niveau proche de celui de 2015 (+1,9 %).

Sources : FMI, BCE, Eurostat, Insee - données arrêtées au 25 mai 2016

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. MAYET
Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achévé d'imprimer : juin 2016 – Dépôt légal : juin 2016 – ISSN 1952-9619